

DÉFENDRE UNE FRANCE SOUVERAINE ET REFUSER LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Abrogeons la loi Pompidou – Giscard d'Estaing – Rothschild de janvier 1973, responsable de l'endettement de la France. Sortons de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Sortons de l'Union européenne pour reprendre la maîtrise du pays.

Civitas est la seule formation politique qui respecte la doctrine catholique et se soucie de la défense de nos valeurs civilisationnelles, sans compromission ni reniement.

Les Français doivent se réhabituer à entendre parler de la loi naturelle, de principes catholiques, de France catholique. Ce discours doit être martelé publiquement encore et encore, jusqu'à ce que cela finisse par devenir, pour nos contemporains, une hypothèse méritant réflexion, puis qui leur apparaisse comme LA solution.



AIDER CIVITAS

ADHÉSION

Normale : 30€ • De soutien : 50€ • Jeunes (18-25 ans) : 15€

Par virement en précisant bien votre adresse postale et mentionnant «adhésion»:

Banque Postale : FR02 2004 1010 1251 9584 8B03 351 – PSSFRPPSCE

Par chèque à l'ordre d'ADF-Civitas, envoyé à :

Civitas, 1 rue de la Maubette, 03140 Etroussat

L'adhésion à Civitas n'est pas exclusive de l'adhésion à une autre organisation.

FAIRE UN DON À CIVITAS

Par virement en précisant bien votre adresse postale et mentionnant «don»:

Banque Postale : FR02 2004 1010 1251 9584 8B03 351 – PSSFRPPSCE

Par chèque à l'ordre d'ADF-Civitas, envoyé à :

Civitas, 1 rue de la Maubette, 03140 Etroussat

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt à hauteur de 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. Les dons sont plafonnés à 7500€ par personne physique et par an pour l'ensemble des mouvements politiques. Les dons doivent provenir de personne physique et leur règlement provenir du compte personnel ou du compte du conjoint du donateur. Les dons de personnes morales (entreprise, association, collectivité...) ne sont pas autorisés. Les reçus fiscaux sont émis et envoyés dans le premier trimestre de l'année qui suit le don.

Nos seuls moyens financiers proviennent de votre générosité. Merci.



CIVITAS

1 rue de la Maubette
– 03140 Etroussat

☎ 07 67 09 67 59 • secretariat@civitas-parti-catholique.com

institut-civitas.fr



Ne pas jeter sur la voie publique. *Choné*



UN DIEU UNE TERRE UN PEUPLE

DÉFENDRE L'IDENTITÉ CHRÉTIENNE DE LA FRANCE



PROMOUVOIR UNE FRANCE CHRÉTIENNE

C'est garantir des lois justes, dignes, soucieuses du bien commun, de l'intérêt des familles et de la préservation de nos traditions et coutumes. Abrogeons les lois laïcistes de 1905 et rétablissons le catholicisme comme religion d'État.

PROMOUVOIR UNE POLITIQUE PRO-VIE ET PRO-FAMILLE

Abrogeons la loi Taubira qui a autorisé le « mariage » entre personnes de même sexe, et introduisons une clause de rétroactivité, annulant les « mariages » homosexuels et tous leurs effets. Interdisons la PMA et la GPA : ni les enfants, ni les ventres des femmes ne sont des marchandises à louer ou à vendre. Interdisons le transhumanisme. Abrogeons la loi Veil et interdisons l'avortement. Quelle est donc cette société qui tue des enfants innocents dans le ventre de leur mère et qui préserve la vie des pires assassins ? **Quelle est donc cette société qui refuse d'accueillir chaque année la vie de 225 000 enfants mais qui veut nous obliger à accueillir chaque année des centaines de milliers d'immigrés extra-européens ?** Restituons aux Familles leur autorité et leur liberté, notamment par le chèque scolaire pour que leurs impôts financent l'école de leur choix. Protégeons les enfants contre la pornographie et la théorie du genre. Supprimons les droits de succession en ligne directe. Encourageons la natalité française en réduisant les impôts sur le revenu des familles mariées, à partir du quatrième enfant. Instaurons des mesures visant à faciliter l'accès des familles françaises à la propriété.

METTRE FIN À L'IMMIGRATION DE GRAND REMPLACEMENT

Arrêtons toute immigration d'origine extra-européenne. Supprimons l'AME, aide médicale de l'État accordée aux étrangers en situation irrégulière. Organisons la rémigration. Remplaçons le droit du sol par le droit du sang. Interdisons la double nationalité hors UE et mettons fin à l'hypocrisie d'élus franco-israéliens, franco-marocains, etc.

DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES FRANÇAIS D'ABORD

Instaurons la préférence nationale (logements sociaux, emplois, contrats souscrits par l'État, les collectivités territoriales et locales et tout ce qui en dépend). Réservons les aides sociales aux Français. Abrogeons la loi Pleven-Gayssot et toutes les dispositions liberticides qui visent à museler le Pays Réel. Libérons le bon sens !

ASSURER VOTRE SÉCURITÉ

Contrôlons nos frontières. Augmentons les effectifs policiers. Finissons-en avec l'impunité pour les voyous. Durcissons les sanctions pénales pour les agresseurs. Exécutons réellement les peines prononcées par les tribunaux. Prononçons la dissolution du Syndicat de la Magistrature. Elargissons la notion de légitime défense. Rétablissons les travaux forcés et la peine de mort. Expulsons les délinquants étrangers. Ré-ouvrons des bagnes.

ORGANISER LA TRANSPARENCE

Interdisons la franc-maçonnerie et toutes les sociétés secrètes. Interdisons dans toutes les écoles et universités toute activité liée aux organisations communautaires et lobbies. Abrogeons tous les protocoles signés entre l'État (ou l'un de ses ministères) et des associations de type communautariste (LGBT, CRIF, LICRA,...).

STOPPER LES GASPILLAGES DE L'ÉTAT ET PROTÉGER L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS

Supprimons tous les avantages fiscaux accordés aux partis politiques. Supprimons toutes les subventions à la presse. Les impôts des Français doivent cesser de servir à rémunérer des entreprises de mensonge organisé. Supprimons le financement public des centrales syndicales. Supprimons, à tous les échelons de l'État et des collectivités territoriales et locales, les subventions et les avantages fiscaux accordés aux associations hormis celles véritablement d'intérêt général. Protégeons les épargnants contre le racket arbitraire des banques.

METTRE EN PLACE UNE AUTRE ORGANISATION DU TRAVAIL

Rétablissons les corporations professionnelles, seule façon de mettre fin à la lutte des classes et de garantir le juste salaire. Simplifions réellement les obligations administratives des paysans, artisans, commerçants, professions libérales et petites entreprises et revalorisons ces catégories professionnelles essentielles. Taxons la robotisation qui remplace l'emploi humain. Mettons en place des mesures protectionnistes et luttons contre les délocalisations d'entreprises.

